



## PLAN MARSHALL POUR L'AFRIQUE

### *Et, si le NEPAD échouait ?*

Depuis le dernier sommet du G7 (tenu au mois de juin dernier à Kananaskis au Canada), la proposition des chefs africains, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui pourtant repose sur la démocratie, la bonne gouvernance et la réalisation de grands projets d'infrastructures semble être dans l'impasse.

Le NEPAD est devenu au fil des conférences plus un projet « politique » qu'un véritable plan de relance économique pour le continent africain.

En reposant son financement sur l'investissement privé, les initiateurs du NEPAD ont de facto contribué à son échec.

Et cela, pour trois raisons fondamentales :

- D'abord l'évolution de la conjonction internationale. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les investissements privés ont chuté dans le monde. Et les prévisions de croissance pour 2003 ne sont guère favorables à une reprise des investissements dans le monde. Les chutes récentes de l'ensemble des principales places boursières (NY, Londres, Tokyo, Paris) sont là pour le confirmer.

Selon le rapport 2001 de la Conférence des Nations Unies pour le Développement (CNUCED), l'Afrique a attiré, en 2000, 9,1 milliards de \$ contre environ 10 milliards de \$ en 1999, soit une diminution de 13%. La part du continent passe ainsi à moins de 1% des flux mondiaux (1300 milliards de \$), et devrait baisser de 40% en 2001.

- Ensuite, le choix d'un financement axé sur l'IDE désavantagerait la majorité des pays d'Afrique et notamment les pays les moins avancés (PMA) qui devraient constituer la pierre angulaire de la relance économique africaine. En effet, huit pays d'Afrique (Afrique du Sud, Maroc, Tunisie, Algérie, Maurice, Angola, Nigeria, Egypte) reçoivent environ 80% des flux d'investissements en direction du continent africain. Le reste des pays d'Afrique se partage les 20%. Environ 38 d'entre eux font partie des pays les moins avancés (PMA) c'est à dire les pays les plus pauvres de la planète (niveau de revenu par habitant inférieur à 500 \$). Selon le dernier rapport de la CNUCED, en 2000 ces pays ont attiré seulement 3,9 milliards de dollars de flux de capitaux étrangers contre 4,8 milliards de \$ en 1991, soit une baisse de 25%.

- Enfin, le choix d'un financement par l'IDE privilégierait les seuls grands projets d'infrastructures, pétroliers et miniers réalisés par des Groupes multinationaux au détriment des projets industriels porteurs de développement permettant de valoriser efficacement les potentialités économiques des pays et de promouvoir les PME et le secteur privé africains (considérés comme le véritable moteur du développement économique de l'Afrique).

A cela, il faudrait ajouter la « politisation » de la proposition africaine qui ne pourrait que limiter davantage la confiance des investisseurs envers une zone déjà considérée comme à risque. Par définition, l'investissement privé (guidé par les mécanismes rationnels du marché) et la politique sont antinomiques, le rôle de l'Etat devant se limiter à l'instauration d'un état de droit et d'un environnement favorable à l'investissement privé.

Dès lors, la création d'un organisme indépendant **Observatoire du Partenariat pour l'Afrique** (à l'image de l'Organisation Européenne de Coopération Economique créée en 1948 dans le cadre de Plan Marshall pour l'Europe) pour gérer une telle proposition reste indispensable.

L'Aide Publique au Développement (APD) constituerait une variable incontournable pour permettre à de nombreux pays d'Afrique (les PMA) de soutenir leurs réformes économiques et de relancer leur économie. Son augmentation **de 0,25 à 0,50% du PIB** des pays riches (**soit 20 milliards de \$** par an), et sa reconversion vers le financement des projets de **partenariats Nord/Sud** identifiés dans des secteurs prioritaires (la transformation de produits agricoles, la sous-traitance, les NTIC, le Tourisme, les infrastructures, etc.) devraient permettre à de nombreux pays d'Afrique de retrouver rapidement le chemin de la croissance.

Cette croissance, qui se traduira par la mise en place de structures productives, d'un environnement attractif et par la création d'emplois, pourrait être un stimulant pour l'IDE et l'Epargne africaine qui, à leur tour, consolideront la croissance économique amorcée par l'APD. Toute chose égale par ailleurs !

Cette dynamique et cette interaction entre les trois variables (**APD, IDE, E**) constituent la formule permettant de lutter efficacement contre la pauvreté en Afrique.

L'importance de l'investissement durant la période du plan serait alors le résultat de la somme des trois composantes :

$$I = APD + IDE + E$$

Soit

I = Investissement

APD = Aide Publique au Développement

IDE = Investissement Direct Etranger

E = Epargne

Plus le montant de l'investissement dans l'industrialisation est important, plus la croissance tendra vers son niveau le plus élevé, et plus le niveau de développement du pays sera élevé.



Et la croissance économique du continent serait donc le résultat des performances économiques individuelles de l'ensemble des pays et des zones économiques d'Afrique.

Cette hypothèse est soutenue par l'ensemble des bailleurs de fonds avec la CNUCED et les Nations Unies en tête. Le nouveau plan proposé par le Président CHIRAC à l'occasion du Sommet mondial sur le Développement durable repose sur le doublement de l'APD et l'effacement de la dette des PPTE.

Contrairement à l'IDE qui nécessite l'adhésion des marchés internationaux, le financement de la relance économique africaine par l'APD a l'avantage de constituer une obligation morale et politique dont le principe est accepté par les Nations Unies et par plusieurs partenaires de l'Afrique (l'Angleterre, le Japon, l'Allemagne le Canada et la France). Et même, les Etats-Unis ne sont, désormais, plus opposés à une augmentation de 50% de l'aide américaine.

C'est, d'ailleurs, cette clarification des responsabilités entre les pays du G7 et les initiateurs du NEPAD qui a manqué à l'occasion des deux précédents sommet du G7. On refuse l'APD pour l'investissement privé tout en on demandant l'intervention des chefs d'Etat des pays du G7 qui soutiennent une augmentation de l'aide publique et une réduction de la dette publique en échange de la bonne gouvernance.

Et, la pauvreté fait son petit bonhomme de chemin en Afrique pendant que les conférences sur le NEPAD se multiplient pour trouver d'éventuels investisseurs étrangers qui voudraient bien investir en Afrique dans les conditions actuelles. Après la création du club de G5 africain chargé de superviser d'éventuels projets, le nouveau-né s'appelle désormais l'APRM (African Peer Review Mechanism, Mécanisme africain d'examen par les pairs).

Si le NEPAD échouait, l'Afrique aura de nouveau perdu une chance de relancer son économie et une occasion unique de relever le défi de la mondialisation.

## **A. KANTE**

Président de l'Agence de Développement des Entreprises en Afrique (Réseau AFRIC-PARTNERS)  
Lyon (France)

e-mail : [afric-partners@wanadoo.fr](mailto:afric-partners@wanadoo.fr)

Site : [www.afric-partners.com](http://www.afric-partners.com)